



SALARIES DES TRANSPORTS-LOGISTIQUE ET INFRASTRUCTURES :

... Le 04 novembre 2014,

... Agissons, tous ensemble,

Pour nos droits !!

Depuis plusieurs mois, les conflits se multiplient dans les transports comme à la SNCF, dans les transports urbains, dans le maritime, dans l'aérien et l'aéroportuaire, le fluvial et les routes. Ces luttes ont pour dénominateur commun les salaires, l'emploi, les conditions de travail et la pénibilité, et sont portées par des enjeux de service public et d'aménagement du territoire.

De multiples luttes locales ont permis des avancées.

Tous les secteurs du transport sont touchés par la politique d'austérité, dont les maîtres-mots sont «compétitivité», «concurrence», «coût du travail».

Mais on ne vous parle jamais du coût du capital, un vrai coût celui-là, avec les rémunérations des actionnaires qui ne connaissent pas la crise (les dividendes des entreprises du CAC 40 ont explosé de 30% en un an !) et les profits non redistribués aux salariés, jamais assez suffisants pour les patrons.

Les salariés font les frais d'une politique de bas-coûts.

Dans les transports, un dumping social est organisé par les politiques dites «low cost» qui visent à réduire le maximum de coûts de production pour l'employeur.

Au final, ce sont les salariés qui trinquent : les emplois se précarisent, les organisations de travail sont démantelées, la sous-traitance se développe et s'amplifie. Le service aux usagers s'en trouve dégradé car réduit au strict minimum, y compris

sur la sécurité. Toute option devient payante pour qui veut un service en plus.

Ces politiques mettent en concurrence les salariés d'un même mode de transport et cela peut aller jusqu'à les mettre en concurrence dans la même entreprise.

- **Dans le maritime**, c'est Corsica Ferries (capitaux privés, subventions publiques et pavillon italien) qui déréglemente la SNCM (capitaux publics et pavillon français, abandonnée par l'État),
- **dans l'aérien**, c'est Transavia, filiale d'Air France, aux conditions sociales abaissées
- **tout comme à la SNCF**, le TGV Ouigo (organisation du travail en tension) contre le TGV classique, mais aussi la mise en place de dessertes TER sans contrôleurs à bord qui fait reposer toutes les responsabilités sur le conducteur.

Pour contrer cette logique libérale, il faut exiger des salaires décents et des emplois qualifiés.

Alors que les enjeux environnementaux et sociaux liés aux transports sont cruciaux et auraient dû être pris en compte dans la Loi transition énergétique-ce qui est loin d'être le cas- **l'Etat a fait adopter la réforme ferroviaire qui fragilise encore plus l'entreprise nationale SNCF.**

Exit donc les promesses de report modal, alors que la part du fret ferroviaire à la SNCF est à un point historiquement bas et le fluvial stagne.

L'écotaxe est définitivement abandonnée, ce qui est un scandale financier, car au-delà de supprimer une source de financement des infrastructures de transport qui devait apporter 800 millions d'euros par an, c'est l'État qui est empêtré dans son PPP avec « Ecomouv », qu'il va devoir indemniser à hauteur de près d'un milliard d'€. C'est encore le contribuable qui paiera cette gabegie financière et les salariés d'Ecomouv qui vont être licenciés.

Alors que l'occasion de ponctionner les profits des sociétés d'autoroutes, qui s'élèvent à plus de 2 milliards d'euros par an est de mise, le ministre des Finances la rejette au prétexte que les contrats de ces sociétés obligeront à une compensation par les hausses de tarifs ou l'allongement des durées de leurs concessions. Et pendant ce temps, on continue de privatiser, et de mettre en concession le réseau routier national. **Mais rien sur la proposition CGT de renationaliser les autoroutes concédées.**

Le gouvernement lâche aux moindres soubresauts à un patronat qui dicte sa loi et n'est pas inquiet lorsqu'il saccage des installations ou des locaux publics. Tandis que, dans une logique de remise en cause du droit de grève, les salariés qui défendent leurs emplois sont traités comme des délinquants et fustigés par la presse libérale.

Ainsi, le patronat routier sera exonéré de la hausse récemment décidée de 2 centimes par litre du gasoil.

En revanche, pour ce qui est de l'augmentation

des salaires, les salariés sont priés de faire un effort !

Il est plus que temps d'arrêter de ponctionner les ménages et de décider de faire payer aux chargeurs le juste coût du transport permettant ainsi les investissements pour des infrastructures de demain.

- ➔ **C'est pourquoi la CGT revendique l'instauration d'une tarification sociale et environnementale obligatoire dans le transport routier afin de sortir de la sous-tarification chronique du transport.**
- ➔ **La CGT demande une remise à plat de l'ensemble des aides publiques et exonérations en tout genre accordées aux entreprises dans le secteur des transports, notamment routier et maritime, sans aucune contrepartie.**
- ➔ **Contre la mise en concurrence des modes de transport et des salariés, la CGT défend une complémentarité des modes dans une logique de réponse pertinente aux usagers et aux entreprises utilisatrices.** C'est le concept de multimodalité qui doit s'accompagner de meilleures conditions sociales et salariales. L'État a le pouvoir politique de redistribuer les cartes, mais pas la volonté.

POUR AVOIR GAIN DE CAUSE FACE AU GOUVERNEMENT ET AU PATRONAT, LES SALAIRES DOIVENT S'UNIR ET SE FAIRE ENTENDRE.

LE 04 NOVEMBRE 2014, LA CGT PROPOSE UNE GRANDE MOBILISATION DE TOUS LES SALAIRES DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES POUR, ENSEMBLE :

- ✘ **Exiger des augmentations générales de salaire,**
- ✘ **Stopper les suppressions et la précarisation des emplois,**
- ✘ **Gagner des embauches pérennes** dans tous les secteurs et améliorer les conditions de travail et de vie,
- ✘ **Mettre un frein à la sous-traitance**, mettre fin au dumping social et à la politique du bas coût (low cost), stopper l'abandon des missions publiques, les privatisations et mises en concession et la déréglementation,
- ✘ **Gagner une véritable complémentarité entre les modes de transports** dans un concept de multimodalité, un renforcement de la maîtrise publique et du service public,
- ✘ **Exiger des moyens de financements publics** pour la régénération, la modernisation et le développement des infrastructures,
- ✘ **Exiger le retrait des lois limitant le droit de grève** et combattre toutes les atteintes aux libertés syndicales.

Le 4 novembre devra peser sur le contenu et les décisions de la prochaine Conférence Environnementale durant laquelle se tiendra une table ronde sur les transports !